

## PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

En novembre 2025, la situation sécuritaire est restée très préoccupante dans plusieurs territoires, avec une intensification des combats entre groupes armés pour le contrôle des localités, causant de nombreuses victimes civiles et des déplacements massifs.

Les représailles contre les civils soupçonnés de collusion se sont multipliées, incluant meurtres, pillages, incendies, enlèvements et violences sexuelles, aggravant les tensions communautaires.

### Territoire de Nyiragongo et ville de Goma :

- Poursuite des violences physiques ciblant les civils suspectés de collusion avec d'autres groupes armés, notamment dans le parc national de Virunga.
- Persistance des incursions dans les quartiers périphériques de Goma, principalement motivées par des pillages.

### Territoire de Masisi :

- Intensification des affrontements pour le contrôle des localités dans le centre et le nord-est de Masisi.
- Hausse des actes de représailles contre les civils soupçonnés de collusion avec des groupes armés, incluant meurtres, enlèvements, violences physiques, pillages et incendies de maisons.
- Risque de conflits liés à la spoliation de champs par des membres influents d'un groupe armé à Rushebeshe, dans le groupement Bashali Mukoto.
- Recrudescence des incursions de groupes armés dans plusieurs villages, pour représailles et ravitaillements en biens.

### Territoire de Rutshuru :

- Intensification des combats entre un groupe armé et une coalition de groupes armés dans les groupements Bukombo, Mutanda et Bishusha, causant des meurtres, pillages et maisons incendiées.
- Hausse des incursions dans les villages proches du Parc national, principalement pour le ravitaillement en produits de première nécessité.
- Poursuite des violences ciblées contre les personnes soupçonnées de collusion avec des groupes rivaux, incluant meurtres, enlèvements, pillages et viols.

### Territoire de Lubero :

- Poursuite des affrontements dans le sud et le nord du territoire pour le contrôle de plusieurs localités dans les groupements Tama, Bukenye, Itala et Musindi, entraînant de nouveaux déplacements de populations.
- Ces affrontements auraient provoqué de nouveaux déplacements forcés vers des zones jugées plus sûres.

### Territoire de Walikale :

- Intensification des affrontements pour le contrôle des localités, entraînant des déplacements répétitifs et un accès difficile à ces localités.
- Poursuite des violences ciblées contre les civils suspectés de collusion avec d'autres groupes armés, incluant pillages, coups et blessures, et incendies de maisons.

### Territoire de Beni :

- Mouvement d'un groupe armé dans la zone de santé d'Oicha, caractérisé par une intensification des attaques et plusieurs violations contre les civils.

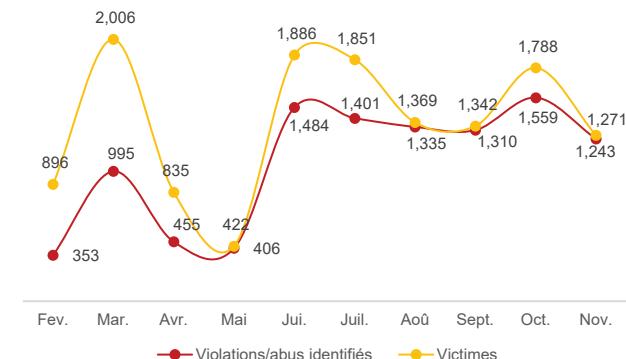
## PRINCIPALES TENDANCES

### Chiffres clés de novembre 2025

 **1 243** Violations et abus identifiés  -20% diminution par rapport au mois de juillet 2025.

 **1 271** Victimes identifiées  -28% diminution par rapport au mois de juillet 2025.

### Evolution mensuelle en 2025



- Localités affectées** : En novembre 2022, 26 zones de santé ont été couvertes. À l'instar des mois précédents, la majorité des violations dans la province sont enregistrées à Masisi (45 %), suivie de Rutshuru (14.2 %) et Beni (13.8 %), avec une baisse globale de 20 % des violations dans la province. La couverture s'est améliorée, passant de 24 à 26 zones de santé, notamment dans le territoire de Beni. En revanche, dans le territoire de Walikale, seule la zone de santé de Pinga a pu être couverte. Par ailleurs, le territoire de Butembo demeure toujours non couvert en raison des contraintes sécuritaires et de la capacité limitée des acteurs présents.
- Incidents majeurs** : Les principales violations recensées au mois de novembre sont les coups et blessures (20%), suivis des enlèvements ou disparitions forcées (16%), les extorsions de biens (14%) et homicides (13%). Depuis le début de 2025, les coups et blessures restent prédominants (18%), suivis des enlèvements/disparitions forcées (16 %) et des homicides (15%).
- Violences sexuelles basées sur le genre (VBG)** : En novembre 2025, 139 allégations de violences basées sur le genre (VBG) ont été recensées, soit une baisse de 22% par rapport au mois précédent. 110 cas de viol, représentant près de 79% ont été identifiés. Cette tendance reste constante et préoccupante depuis le début de l'année. Depuis le début de l'année, le monitoring commun a identifié plus de 1 125 cas de viol, représentant 11% du total des violations identifiées dans la province.
- Atteintes aux droits à la vie** : 160 cas d'homicides ont été recensés, soit une augmentation de 38 % par rapport au mois précédent. Ils représentent 38% des violations du droit à la vie et à l'intégrité physique, dont 66% sont des hommes, 23% sont des femmes et 12% des enfants.
- Population affectée** : Les populations retournées restent les principales victimes, représentant 73% des victimes. Au cours de la période, 844 violations individuelles et communautaires ont été recensées affectant celles-ci.

 Accéder à la cartographie des acteurs de monitoring en cliquant sur l'image suivante: 

## APERÇU DU MONITORING DE PROTECTION : CHIFFRES CLÉS

### TENDANCES MENSUELLES



**1 243**

Cas de violations et abus identifiés



**1 271**

Victimes identifiées

### CATÉGORIES DE VIOLATIONS IDENTIFIÉES



**418** (33.6%)

Violations du droit à la vie et l'intégrité physique



**308** (24.8%)

Violations du droit à la liberté



**291** (23.4%)

Violations du droit à la propriété



**139** (11.2%)

Allégations de violences sexuelles basées sur le genre



**86** (6.9%)

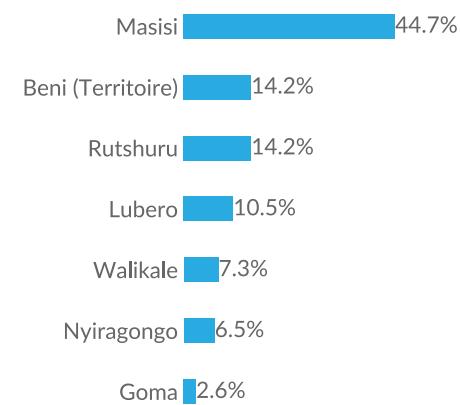
Allégations de violations graves à l'encontre des enfants (Violations 1612)



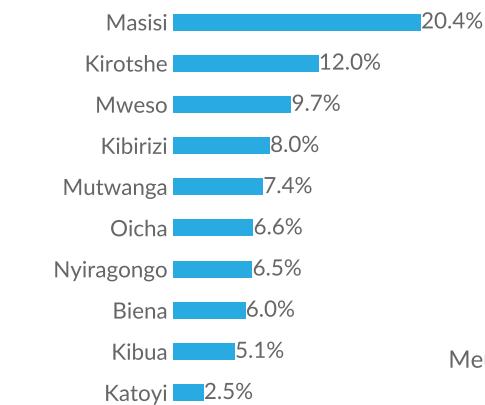
**01** (0.1%)

Conflits fonciers

### VIOLATIONS PAR TERRITOIRES & VILLES



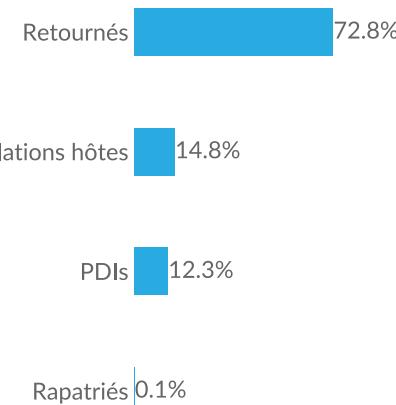
### TOP 10 DES ZONES DE SANTÉ PAR VIOLATIONS



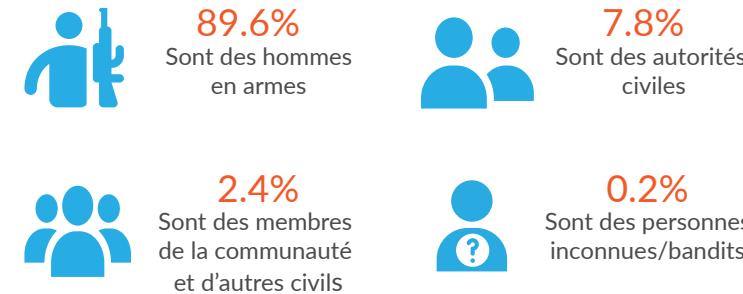
### TOP 10 DES VIOLATIONS IDENTIFIÉES



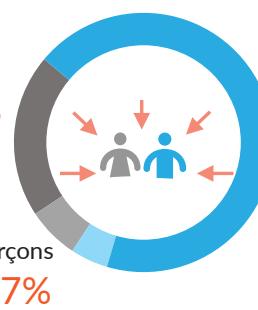
### STATUT DES VICTIMES



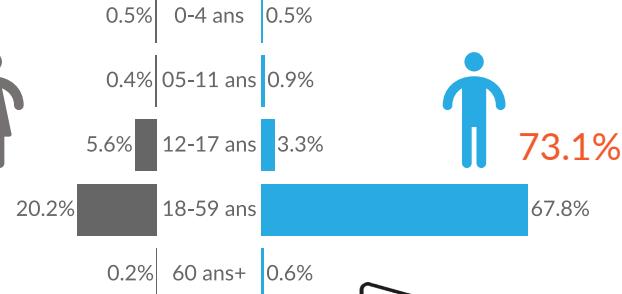
### PROFIL DES AUTEURS PRÉSUMÉS



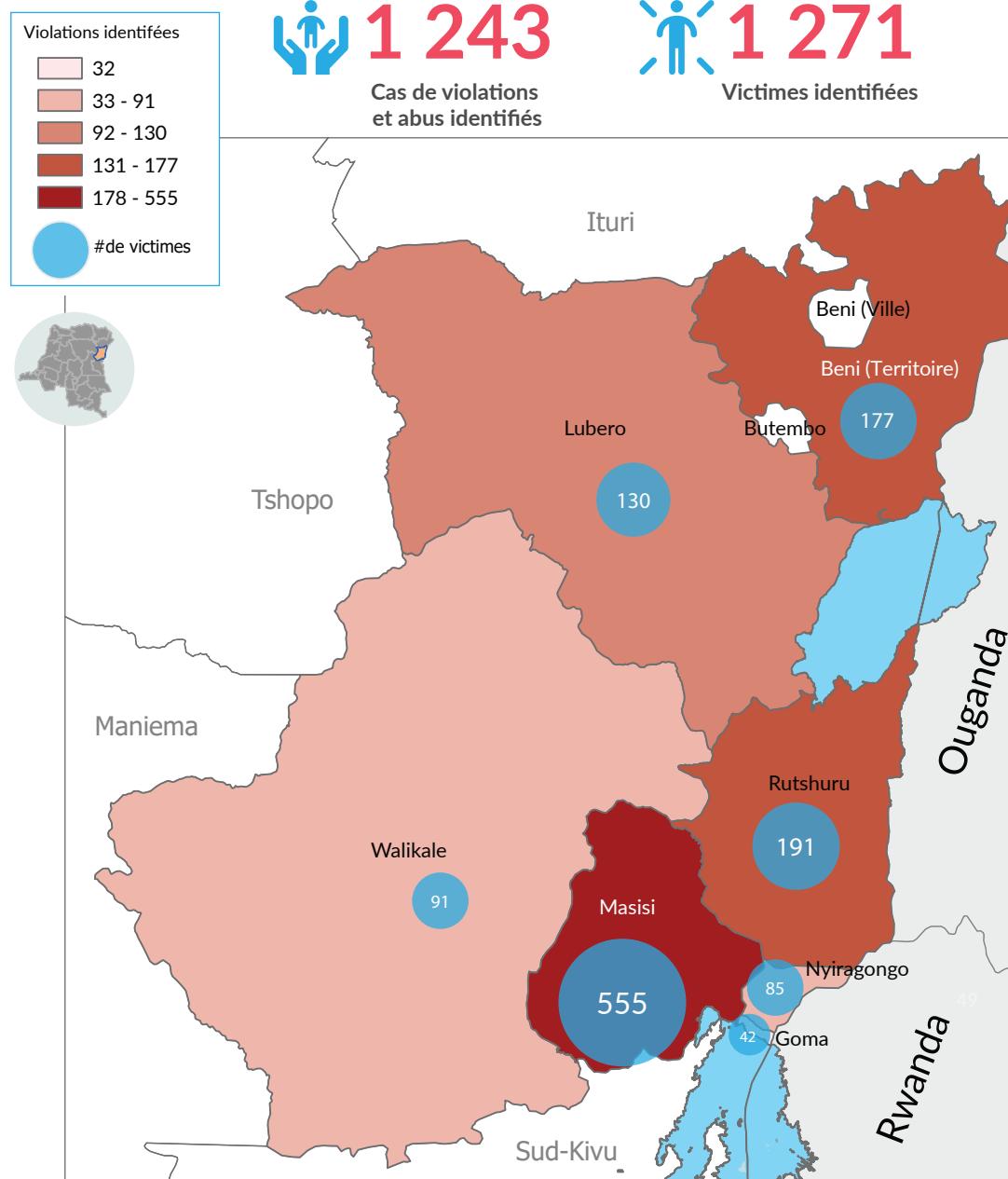
### VICTIMES PAR GENRE



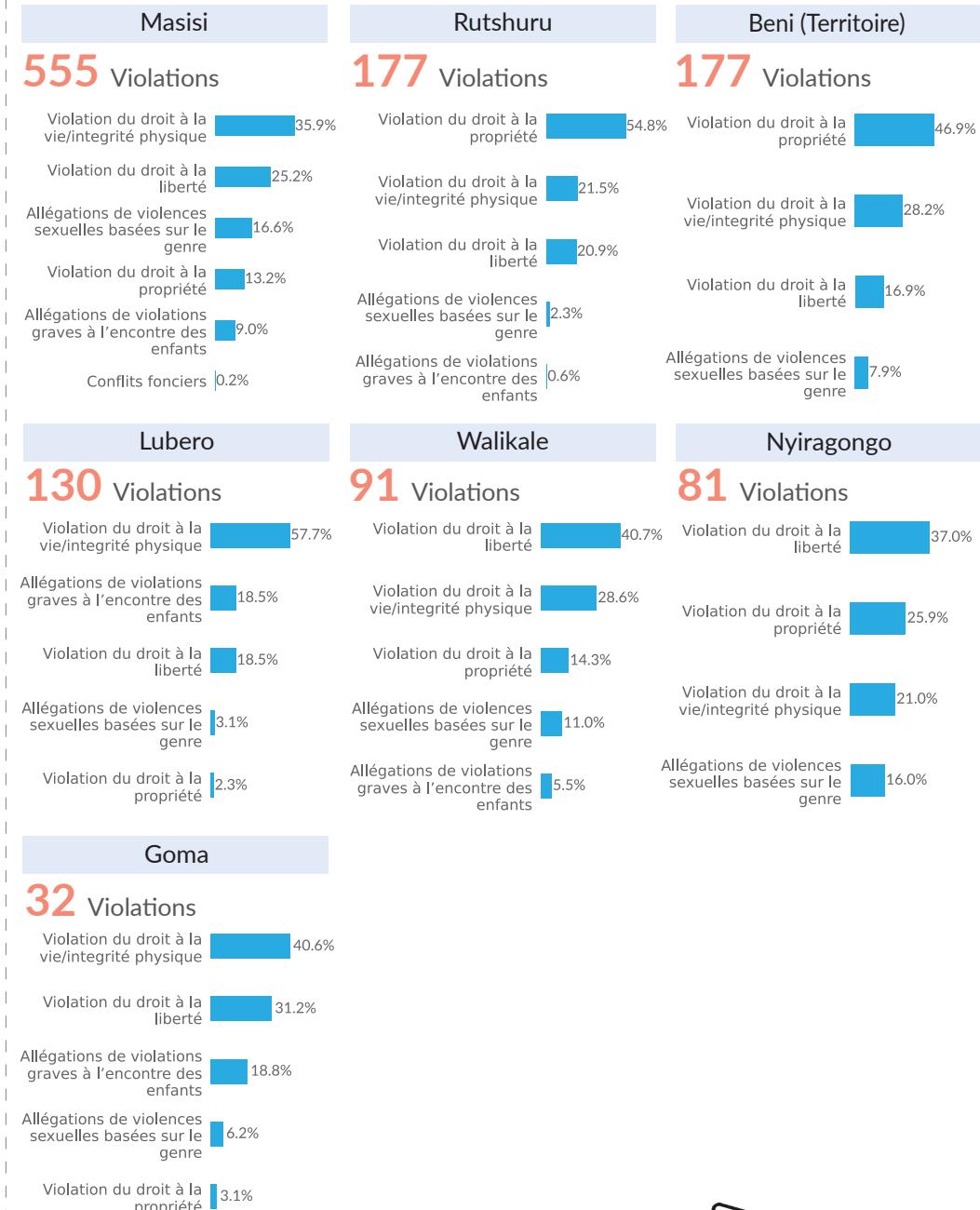
### PROFIL DES VICTIMES



### SÉVÉRITÉ DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES



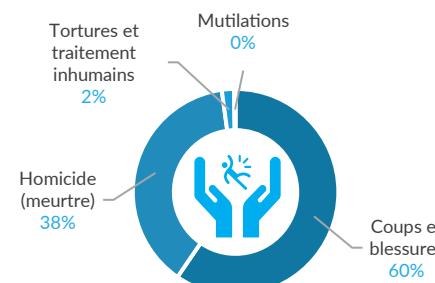
### TENDANCE DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES



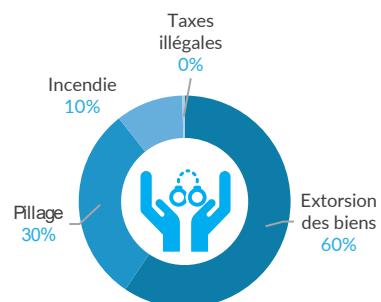
Les frontières, les noms indiqués et les désignations employées sur la carte n'impliquent pas une reconnaissance ou une acceptation officielle de l'Organisation des Nations Unies

#### ANALYSE PAR CATÉGORIE DE VIOLATION

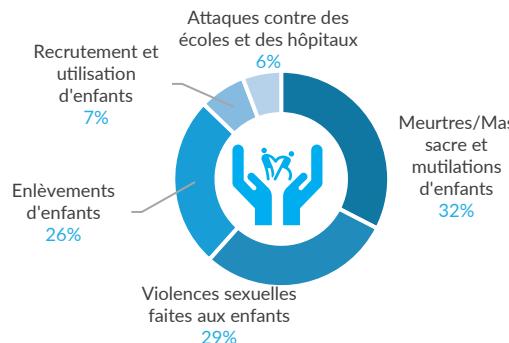
**418** (33.6%) Violations du droit à la vie et à l'intégrité physique



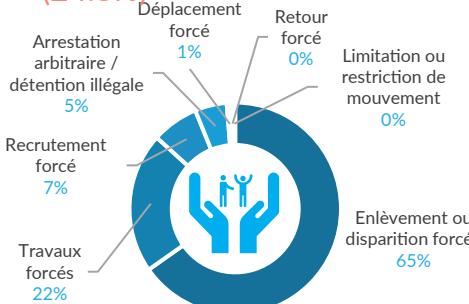
**291** (23.4%) Violation du droit à la propriété



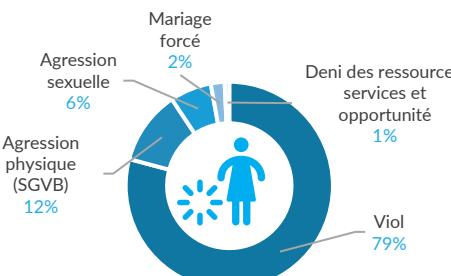
**86** (6.9%) Allégations de violations graves à l'encontre des enfants (Resolution 1612)



**308** (24.8%) Violation du droit à la liberté



**139** (11.2%) Allégations de violences sexuelles basées sur le genre



**01** (0.1%) Conflits fonciers



#### ANALYSE DES TENDANCES ET RISQUES DE PROTECTION

Les territoires de Masisi, Rutshuru, Nyiragongo et Walikale connaissent une intensification des combats entre groupes armés, entraînant déplacements massifs, violences contre les civils, pillages et incendies de maisons. Les représailles ciblant les populations suspectées de collusion avec des groupes rivaux accentuent l'insécurité, avec une vulnérabilité particulière des femmes et enfants, surtout dans les zones agricoles et proches du parc de Virunga.

À Beni, la situation s'améliore partiellement grâce à un renforcement des patrouilles, mais la mobilité des ADF vers de nouvelles zones sécuritaires reste préoccupante. À Lubero, les attaques ADF et les combats avec d'autres groupes armés ont provoqué de nombreux décès, destructions d'infrastructures et déplacements cycliques des populations, aggravant les besoins humanitaires.

En novembre 2025, la dégradation continue de l'environnement protecteur des civils, la persistance des violences et l'accès limité à l'assistance humanitaire mettent en évidence l'urgence d'une protection renforcée et d'une intervention humanitaire ciblée.

#### Violences sexuelles basées sur le genre

 La recrudescence des violences armées continue de compromettre la sécurité et le bien-être des femmes et des filles dans le Nord-Kivu. L'insécurité persistante, couplée à des conditions de vie précaires, notamment la promiscuité dans les lieux d'habitation, accentue les risques de violences basées sur le genre (VBG). En octobre, les cas de viol représentaient 79 % des incidents de VBG signalés, illustrant l'ampleur de la crise. Il est donc crucial que toutes les interventions dans la province intègrent systématiquement les dimensions de genre et la protection contre les VBG, en particulier dans les zones de retour.

#### Lutte Anti-Mines

 Les affrontements armés récurrents impliquent un usage intensif d'armes lourdes, de projectiles et d'engins explosifs. En novembre 2025, 15 restes explosifs de guerre (REG) ont été découverts, dont 9 à Beni et 6 à Nyiragongo. La présence persistante de REG et d'engins explosifs improvisés (EEI) constitue une menace grave pour l'intégrité physique des populations et limite le déploiement des activités de résilience, notamment agricoles.

#### Protection de l'Enfant



les enfants sont exposés aux combats et aux représailles des groupes armés. Ils subissent des violences physiques, des enlèvements, des pillages et des incendies de maisons. Les filles sont particulièrement vulnérables aux violences sexuelles et à l'exploitation. Les déplacements massifs et répétés des populations limitent leur accès à l'éducation, aux soins de santé et à la nutrition. Cette situation met en évidence l'urgence de renforcer la protection des enfants et d'adapter l'assistance humanitaire à leurs besoins spécifiques.

#### Logement, Terres & Propriétés



Les violations du droit à la propriété, représentant plus de 23.4 % des incidents signalés en septembre, constituent un facteur majeur de risques liés à la terre et à la propriété (LTP) au Nord-Kivu. Ces violations, telles que la destruction de biens, les pillages et extorsion, demeurent fréquentes dans les zones de retour. La faiblesse des mécanismes traditionnels de règlement des différends accentue les risques de conflits fonciers, ce qui peut fragiliser la cohésion sociale et générer des tensions communautaires.



POUR PLUS D'INFO?

Cliquez sur le lien - ReliefWeb